LE TRAVAILLEUR ALPIN
DÉC 2011
n°206
ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
ISSN 1247-6153

VOEUX
DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF
JEUDI 12/01
À 18H30
20, RUE ÉMILE GUEYMARD
À GRENOBLE

Assemblées citoyennes

FRONT DE GAUCHE

Place au peuple !

ÉDITO

POUR UN RÉEL CHANGEMENT, L'HUMAIN D'ABORD

11 iséroises et isérois ont participé les 19 et 20 novembre aux Rencontres Nationales de l' Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) à Villejuif (94).
Face à la crise, aux urgences sociales et à la politique ravageuse du gouvernement, l'Anecr a fait très majoritairement le choix de participer à la démarche du Front de gauche en vue des élections présidentielles et législatives.
Mettre la Gauche à la hauteur de la situation, c'est l'ambition qui traversait les nombreux et riches débats avec la volonté de contribuer à enrichir le programme partagé et d'impliquer le plus grand nombre pour l'emporter face à la droite.
Ateliers et séances plénières permettaient des échanges approfondis sur le pacte Euro plus et la question des solidarités européennes contre l'austérité, la dette, les biens communs de l'humanité, la démocratie et l'intervention citoyenne, les services publics et la jeunesse…
Un temps particulièrement fort de ces deux jours aura été les interventions de Pierre Laurent et de Jean-Luc Mélenchon.
Les mois qui s'annoncent sont décisifs pour enclencher un débat profond dans le pays sur les enjeux des élections. Conscients que la place qu'ils occupent leur confère un rôle particulier dans l'immense effort de mobilisation pour que les citoyens se mêlent des élections législatives et présidentielles, les quelques 400 participants présents ont adopté un appel invitant les citoyens et les élus progressistes à "constituer sans attendre des assemblées citoyennes du Front de gauche", partout dans le pays, "pour mettre en échec la droite et le coup d'Etat financier en cours.
Le climat à Villejuif durant ces deux jours était à la combativité.

Patrice Voir
Président de l'ADECR Isère

LE TRAVAILLEUR ALPIN 2011
ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Mensuel édité par
la fédération de l'Isère
du parti communiste français
Créé en 1928

Directeur de la publication : Gérard Frydman
Rédacteur en chef : Max Blanchard
Comité de rédaction : Max Blanchard - Jean-Claude Lamarche - Gérard Frydman - Françoise Parisel Laurence Remy
Site Internet : www.38.pcf.fr
Maquette : Ronchin & Ronchin
Conception graphique : Patrice Campana
Commission paritaire : 0905 P11377 • Régie publicitaire : Tél. 04 76 87 67 50 • Impression : RC Grenoble 56b 161
Prix : 2,00 € • 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
Tél. 04 76 87 70 61 Télécopie 04 76 87 86 79

Assemblées ci
Place au p

Permettre aux citoyen(ne)s de s'approprier le débat des élections présidentielles et législatives ! Plusieurs centaines existent à travers le pays. En Isère, nous en sommes à la mise en place, à la mise en œuvre des toutes premières assemblées citoyennes du Front de Gauche. Le Travailleur alpin rendra compte régulièrement de celles-ci, un point d'appui pour favoriser la dynamique populaire pour construire à gauche une réelle alternative à Sarkozy, combattre et battre la droite et l'extrême droite.

Grenoble, une assemblée citoyenne au cœur des quartiers populaires

itoyennes euple !

FRONT DE GAUCHE

Le 24 novembre 2011 à la MJC Abbaye, sous l'impulsion du PCF, du PG, du PCOF membres du FDG, s'est tenue une réunion pour lancer la construction d'une assemblée citoyenne du secteur Abbaye, Jouhaux et Clémenceau.
Parmi les 15 participants à la soirée, dix étaient adhérents à un parti et cinq étaient des citoyens militants, syndicalistes intéressés par la démarche du FGD et des assemblées citoyennes (AC). Le début de la discussion à consisté à préciser le sens des AC, les objectifs visés.
Les AC sont un lieu de débat pour échanger sur les origines de la crise économique, sociale, démocratique, politique, les solutions urgentes et structurelles pour en sortir et un lieu pour engager des actions concrètes dans les quartiers populaires, les entreprises, à côté de ceux qui souffrent, qui luttent contre les effets de la logique capitaliste et cherchent une alternative véritable. Les AC sont un lieu de rassemblement sans barrières pré établies avec pour but la réappropriation populaire de la politique, l'intervention décisive des citoyens, des salariés, des syndicalistes sans laquelle rien ne se fera.
Les interventions ont montrées l'importance du programme populaire partagé, de son enrichissement, de sa diffusion pour faire avancer le débat et le rassemblement sur les contenus afin que la gauche, dont le rassemblement est nécessaire, soit à la hauteur des attentes, des défis posés par la crise systémique du capitalisme, la crise de civilisation.
La lutte contre toutes les discriminations, particulièrement envers les femmes , doit être un point fort de notre action.
Loin des arrangements politiciens et des renoncements au nom d'une politique soit disant « responsable », « rigoureuse », les AC sont au cœur de la dynamique du FDG pour redonner l'espoir, la confiance dans l'action pour commencer à changer concrètement les réalités avant, pendant et après les élections.
La création de l'AC a été actée. Il a été décidé de l'étendre au quartier Teisseire. Un collectif d'animation se réunira régulièrement pour impulser les actions.
Enfin, il est envisagé de préparer une réunion fin janvier, début février avec comme thèmes :
Pourquoi la dette ?
Pourquoi la crise ?
Qu'elles propositions pour en sortir ?

[SERGE BENITO]

© Patrice Campana

Discours de Sarkozy à Toulon « Un disque rayé », selon Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon a jugé que le discours de Nicolas Sarkozy à Toulon n'était qu'« un disque rayé » d'un « homme perdu et dépassé par la situation ». Sur l'Europe, « tout ce qu'il dénonce, c'est ce qu'il a lui-même organisé ». « C'était un discours totalement défensif » et un « spectacle déplorable de dissertations socio-économiques devant une foule excitée de réactionnaires » qui sont opposés aux 35 heures, à la retraite à 60 ans et « aux autres acquis sociaux ».Sur l'Europe, « tout ce qu'il dénonce, c'est ce qu'il a lui-même organisé » avec le traité de Lisbonne qui a été décidé « contre l'avis du peuple français » après le référendum de 2005, a-t-il souligné. Pour Nicolas Sarkozy, « les marchés ont raison, les financiers ont raison et nous devons gagner leur confiance. Nous sommes aux antipodes (...), c'est les spéculateurs qu'il faut briser, pas cajoler », a affirmé Jean-Luc Mélenchon. Un « discours de pure propagande ». Finalement, le chef de l'Etat veut « faire à la France de manière plus progressive ce qu'on a fait à la Grèce » et il entend « contracter la dépense publique, donc aggraver le désastre ». «On dirait un disque rayé ! ».

LE TRAVAILLEUR ALPIN 2011
ÉDITÉ PAR LA FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ABONNEMENT

Je souhaite recevoir le Travailleur Alpin
ou faire bénéficier un(e) ami(e)

Abonnement annuel :	**21,50€**
Abonnement-souscription à partir de :	**40€**

NOM : **Prénom :**

Adresse :

Code postal : **Ville :** **Tél/Email :**

Chèque à libeller et à envoyer au :
Travailleur Alpin - 20, rue Émile-Gueymard BP1503 38025 Grenoble Cedex 1

Assemblées citoyennes Place au peuple !

FRONT DE GAUCHE

Eybens, l'assemblée citoyenne du Front de Gauche prend son envol

L'assemblée citoyenne s'est déroulée le vendredi 18 novembre en présence d'une vingtaine de personnes, dont huit du PCF, tous de la commune. Elle avait été précédée par une préparation collective. Le theme portait sur un des axes du programme populaire partagé, reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers. Une introduction courte de Jean,secrétaire de section sur le sens politique des assemblées et la recommandation d'un temps de parole équitable à respecter pour tous. Evelyne commente, avec comme support visuel des fiches de synthèse sur les causes de la crise, de la dette et les propositions du Front de Gauche de sortie de la crise.

Le débat s'engage très vite sur le terrain de l'alternative.

Un syndicaliste de HP partage ces propositions mais exprime son pessimisme à partir de la positon du PS , d'accompagnement de la crise, un sentiment partagé par un élu municipal et syndicaliste chez Schneider Electric . Une élue municipale, insiste sur l'importance des législatives ,il faut dit elle dès maintenant,s'appuyer sur l'avancée d'un sénat à gauche et ses choix ancrés à gauche notamment avec ceux des élus du FDG .Une autre intervention pour exprimer le risque d'abstention dans les quartiers populaires d'où l'importance de porter à la connaissance de la population le programme populaire partagé. Une intervention met l'accent la responsabilité de la droite sur l'accumulation de la dette provoquée par les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus hauts revenus ainsi que les coûts du budget militaire en augmentation en lien avec les guerres. D'autres interventions qui vont dans le même sens. Il existe un fort rejet du capitalisme ,d'importantes potentialité de résistance se manifestent sur tout les continents,mais le danger existe aussi, faute de perspective de réel changement à gauche, avec la montée des populismes et de l'extrême droite .C'est une dynamique populaire à partir des luttes ,du programme des élections présidentielles et législatives qu'il convient de construire pour rassembler à gauche sur les bases de rupture avec les politiques soumises aux marchés financiers ,on peut changer le rapport de force à gauche dans cette direction,et sortir du traité de Lisbonne . L'occasion de revenir d'une manière détaillée sur les propositions du programme du FDG , le fond public financier faveur de l'emploi,et du crédit , réforme de la fiscalité ,entreprises et revenu, la taxation des revenus financiers, rôle nouveau BCE, droits nouveaux des salariés et l'argent qui existe. Le danger que représentent les coups d'Etat financiers en Italie et en Grèce avec la complicité de l'Europe, d'où la nécessité d'un audit citoyen sur la dette. Un habitant contacté pour cette assemblée par l'intermédiaire du porte à porte exprime sa satisfaction du contenu de l'assemblée citoyenne.

Les décisions de l'assemblée citoyenne…

Utilisation des réseau sociaux sur Internet, porte à porte, présence devant les entreprises, sur le marché régulier, réunion de voisinage, tenue des assemblées citoyennes au cœur des quartiers populaires de la ville, des programmes ont été vendus, dont quatre pris par un syndicaliste pour les diffuser auprès des ses collègues de travail . La fiche d'inscription du Front de Gauche compte avec de nouveaux contacts, ce qui est de bon augure pour développer et faire grandir le Front de gauche sur la ville. **[GF]**

Assemblée citoyenne en Matheysine, Il n'y a que le premier pas qui coûte !

En octobre, après beaucoup d'interrogations et d'hésitations sur la méthode, la section de La Mure organise une première rencontre citoyenne autour du programme partagé. Une rapide présentation mettant l'accent sur la cohérence du projet entre programme et moyens s'inscrivant dans un projet de société plaçant «l'humain d'abord» semble déjà intéresser les participants, adhérents ou non,d'accord pour s'inscrire dans la démarche des rencontres.

Une rencontre est programmée pour le mois de novembre qui voit croître le nombre de participants. De nombreuses interventions tournent autour des souffrances au travail, sur les méthodes de management qui tiennent de moins en moins compte de l'humain. Il est proposé de participer à l'assemblée citoyenne départementale du 12 décembre autour du monde du travail à Echirolles et une action est décidée devant des entreprises locales. Régulièrement, depuis le mois d'octobre, l'un-e ou l'autre réclame des programmes ce qui conduit la section à en reprendre toutes les semaines. Bilan déjà près d'une centaine de livres vendus et une prochaine rencontre en décembre. Une chose nous semble plus vraie que jamais : il n'y a que le premier pas qui coûte.

Après, la dynamique s'enclenche car il existe une véritable attente d'alternative.

Communiste, j'ose dire que cette campagne pour un projet de société qui défile tout au long des introductions du programme, c'est du bonheur. **[MMR]**

FRAUDES SOCIALES : SARKOZY L'IMPOSTEUR

Nicolas Sarkozy s'est placé en défenseur de l'esprit de 1945 et des fondements de la République sociale. C'est un comble venant de celui qui, depuis son élection, n'a cessé d'attaquer, par des réformes successives et autoritaires, ce qui fondait le pacte social. Il a mis systématiquement et méthodiquement à mal ce qu'il appelle la solidarité nationale. Aujourd'hui, il prétend s'engager dans une campagne de lutte contre les fraudes en se focalisant sur 4 milliards d'euros « qui échapperaient » aux caisses. Alors qu'en réalité le « rapport d'information parlementaire sur les fraudes sociales » pointe, lui, une fraude s'élevant à 20 milliards d'euros. Ces 16 milliards manquant dans cette déclaration du jour relève des entreprises (cotisations patronales et salariales non versées). Pourquoi ne les évoquent-ils pas ?

Sous couvert d'une cure d'austérité, ce sont les salariés, les privés d'emploi et les retraités à qui l'on demande toujours plus de sacrifices, en abaissant le niveau de protection sociale. Le Gouvernement s'apprête à ajouter un quatrième jour de carence aux arrêts maladie dans le secteur privé et d'en instituer un dans la Fonction publique, après avoir décidé d'une taxe sur les complémentaires et instauré depuis 2004 de nombreuses franchises, des déremboursements de médicaments et de soins. Pour exemple, de plus en plus de gens renoncent à des soins, soit parce qu'ils sont insuffisamment couverts, soit parce que le système de santé est tellement désorganisé et dérégulé que les délais pour obtenir un rendez-vous et les dépassements d'honoraires sont dissuasifs. Si le Président de la République annonce la création d'un Haut conseil au financement de la Protection sociale, c'est pour aussitôt baliser sa feuille de route sur le coût très élevé du travail et préparer le terrain pour une mise en pièce de la sécurité sociale. Simultanément le MEDEF prône l'instauration de la TVA sociale et une hausse de la CSG en lieu et place des cotisations à la Sécurité sociale. La CGT réserve sa position quant à sa participation à ce Haut conseil et confirme la nécessité d'élaborer une riposte unitaire aux offensives anti-sociales renoncent 3 fois plus aux soins que ceux qui gagnent plus de 2 000 euros.

LES TRÈS MAUVAIS CHIFFRES DU CHÔMAGE

Avec 4,459 millions de chômeurs en octobre, la situation de l'emploi est apocalyptique. Xavier Bertrand, le ministre du Travail, est désormais résigné: « Tant que la situation économique ne s'améliorera pas, je ne vois pas comment les chiffres de l'emploi pourront réellement s'améliorer ». Oublié, celui qui, début 2011, avait appelé à la « mobilisation générale » pour une « nouvelle bataille » de l'emploi. Transformé en Pythie du chômage, Xavier Bertrand a peu de chance, cette fois, de se tromper, puisque les deux plans d'austérité que son Premier ministre et sa majorité ont adopté en l'espace d'à peine trois mois vont prélever quelques 20 milliards d'euros sur la demande et contracter le marché de l'emploi comme jamais. Voici le beau résultat de la politique obsessionnelle de réduction de la dette et des déficits recommandée par la Commission européenne, la BCE et le FMI. L'austérité est bien l'ennemie de l'emploi, de l'efficacité économique et sociale.

SOCIÉTÉ DES LECTRICES ET DES LECTEURS DE
l'Humanité
SAINT-MARTIN-D'HÈRES

CONFÉRENCE-DÉBAT

A PROPOS DE GESTION OUVRIÈRE : LA SCOP

MF

MANUFRANCE

avec Henri Rive,
ancien P.D.G. de la coopérative

Vendredi 13 Janvier 2012
à 20h30
Salle de réunion MJC
Place de la Liberté au Village
Saint-Martin-d'Hères

ÉNERGIE :
« QUE LE DÉBAT S'OUVRE VRAIMENT À GAUCHE ! »

Le PCF avait alerté sur les dangers de la conclusion d'un accord réalisé à la hâte, et en dehors de tout débat public, entre le PS et EELV sur les enjeux énergétiques. Nous considérions en effet qu'il n'était pas possible que l'avenir énergétique de la France se règle par des « tractations de couloirs » en échange de circonscriptions. Le résultat est là, comme le souligne Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, « Un accord bâclé, sans ambition réelle pour une politique cohérente de transition énergétique, avec des dangers évidents pour la maîtrise publique et industrielle de la filière, le sort des salariés et les tarifs de l'énergie ». Ainsi cet accord comporte l'engagement de la fermeture de 24 réacteurs nucléaires d'ici 2025, en commençant par l'arrêt immédiat de Fessenheim, l'arrêt du retraitement et la filière MOX (combustible) mais aussi la réduction de la consommation d'électricité ! Le contenu de cet accord provoque de l'inquiétude et de la colère chez les salariés du nucléaire. Arrêter un site nucléaire, ce sont des conséquences économiques, sociales en cascade ! Ce sont des familles entières qui vont se trouver prises en otage, subissant la délocalisation de leur emploi, voire la perte de celui-ci. Comment, pour des forces de gauche, prendre de telles décisions sans leur donner voix au chapitre ?

La polémique relative à la valse hésitation du passage concernant la filière MOX dans le texte du PS conforte notre opinion sur la légèreté d'un compromis politicien qui risque – s'il devait être confirmé – de compromettre l'avenir énergétique de notre pays.

Le Front de gauche propose une autre méthode incluant les citoyens : un grand débat public national et citoyen auquel seront associés les salariés. Un débat conduit de façon sérieuse et approfondie, tranché par un référendum. La gauche pour réussir le changement et assurer le droit à l'énergie pour toutes et tous, à un prix abordable, ne peut faire l'impasse sur cette exigence démocratique. C'est la seule méthode qui vaille puisque ce débat traverse tout le pays, toute la gauche, y compris le Front de gauche, sur la question du nucléaire. Nous considérons que la première des urgences est de faire face aux risques patents du réchauffement climatique et donc d'élaborer un plan de sortie des énergies carbonées. Plus généralement nous sommes favorables à un plan d'économies d'énergies. Nous visons la sobriété énergétique c'est à dire moins de consommation pour des usages identiques. Pour ce qui est du nucléaire, l'avenir de la filière doit être tranché dans le cadre d'une vision d'ensemble de la transition énergétique.

Le PCF est favorable au maintien d'une filière industrielle 100% publique et mieux sécurisée au sein d'un mixe énergétique rééquilibré. Pour ce faire nous versons au débat la proposition de la création d'un véritable service public à travers la constitution d'un pôle public de l'énergie, émancipé des logiques financières ; contrairement à ce qu'organisent actuellement les partis de droite et le MEDEF dans le secteur : privatisation et sous-traitance. Ce pôle serait doté de capacités d'investissement dans la recherche, dans la promotion d'un plan industriel de développement des énergies renouvelables et de nouvelles capacités de production, tout en maintenant un coût d'accès à l'énergie acceptable pour tous les usagers.

Il s'agirait également de fédérer tous les acteurs de la filière énergétique, qu'ils relèvent de la recherche, de la production ou de la distribution de l'énergie, et en premier lieu EDF, GDF, du CEA et d'AREVA et ceci pour aller vers de nouvelles formes de nationalisations. En toute indépendance, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) avec l'appui technique de l'Institut de recherche en sûreté nucléaire (IRSN) doivent rester les outils de contrôle de la sûreté et de la radioprotection. Que le débat s'ouvre vraiment à gauche !

Formation sur l'énergie co-organisée par le groupe Front de Gauche Rhône-Alpes et le CIDEFE

A Portes-les-Valences le 5 novembre dernier,un sujet d'actualité dense, plusieurs axes de débats ont été abordés par les participants : production d'électricité ; diversité, disparités et épuisement des ressources ; demande croissante des populations et sobriété ; précarité énergétique et droit à l'énergie ; réchauffement climatique... Tous ces sujets ont été traités sous l'angle de l'implication des collectivités et des politiques publiques à mener pour relever les défis d'avenir.

Les débats ont permis de développer certains thèmes dont les quelques points suivants (non exhaustif) :

-Droit à l'énergie : l'accès à l'énergie est une source d'inégalités très importantes partout dans le monde. La transition énergétique doit passer par le changement des modes de consommation et de production des pays riches et des coopérations doivent être menées avec les pays émergents pour favoriser un développement humain durable. Les ressources énergétiques comme les ressources en eau sont des enjeux géostratégiques cruciaux.

Précarité énergétique : Elle touche 10 millions de personnes en France. On dénombre plus de 100 000 coupures en gaz par an et plus de 150 000 en électricité. Les questions d'équité et de solidarité doivent être remises au centre de la réflexion.

-La question du nucléaire : avec la volonté de dépasser le seul débat du pour ou contre, les échanges ont permis de pointer que dans son fonctionnement actuel, le nucléaire ne répond pas aux exigences sociales et environnementales (problème des déchets, pillage des pays pour la production en uranium, sous-traitance qui amène des problèmes de sécurité et de conditions de travail). Cette gestion capitalistique du nucléaire, déclinaison des directives européennes sur la libéralisation du marché, dégrade les conditions de sécurité en faisant passer la logique de rentabilité avant l'intérêt général et cela peut entraîner des conséquences dramatiques comme à Fukushima. Certains participants estiment que dans l'état actuel des choses, seul le nucléaire est en mesure de relever les défis de la lutte contre le réchauffement climatique tout en répondant à l'augmentation des besoins des populations. D'autres estiment qu'il existe des alternatives, comme le scénario negawatt par exemple. Dans tous les cas, il se révèle essentiel de miser davantage sur la recherche afin d'exploiter de nouvelles et diverses ressources tout en limitant l'impact social et environnemental de la production. Le débat reste ouvert et l'enjeu nécessite pour le Front de Gauche la tenue d'un grand débat national et d'un référendum.

-Les énergies renouvelables : doivent être développées mais pas de n'importe quelle façon. Solaire, photovoltaïque, éolien, biomasse, biogaz, bois, hydroélectricité… autant de secteurs dans lesquels la Région a choisi de s'investir. Le risque, sans des objectifs politiques clairs, est de tomber dans les mêmes travers que pour toute entreprise avec délocalisations et licenciements (exemple de Photowatt)

-Région Rhône-Alpes : Première région française en matière de production d'énergie et d'électricité, deuxième région en matière de consommation, région pionnière dans le développement des énergies renouvelables, l'une des premières du monde pour l'industrie nucléaire civile. Elle a donc un rôle fondamental à jouer dans ce domaine et une réflexion importante à mener par le conseil régional.

Rôle des collectivités : Plusieurs leviers d'actions sont évoqués. La TLE (taxe locale d'électricité) prélevée directement sur les factures d'électricité. Le taux est fixé par délibération au sein des conseils municipaux. De même, la CSPE (contribution au service public de l'électricité) sert à compenser les pertes liées à l'obligation de rachat par EDF de l'énergie renouvelable. Enfin, les concessions de distribution d'électricité et de gaz sont de plus en plus proposées comme alternatives aux collectivités mais sont à double tranchant car elles ne permettent pas l'égalité de traitement entre les territoires (en terme de tarifs et d'accès). Elles se présentent d'ailleurs dans le cadre du marché de la libéralisation de l'électricité.

--Pôle public de l'énergie : si la production locale peut être envisagée, la distribution doit être nationale afin de garantir la péréquation tarifaire à l'ensemble des usagers et l'accès à un droit à l'énergie pour tous. La création d'un pôle public de l'énergie serait le plus à même d'assurer la transition énergétique et la cohérence des politiques publiques.

Filière bois : (Pas de plan de gestion durable de la forêt, l'ONF connaît une situation alarmante avec une chute de ses agents réduits à de la gestion de vente de bois à la place de la gestion de coupage sur le long terme, pas de politique de replantation...

LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE EST UN DROIT : FONTAINE SE MOBILISE

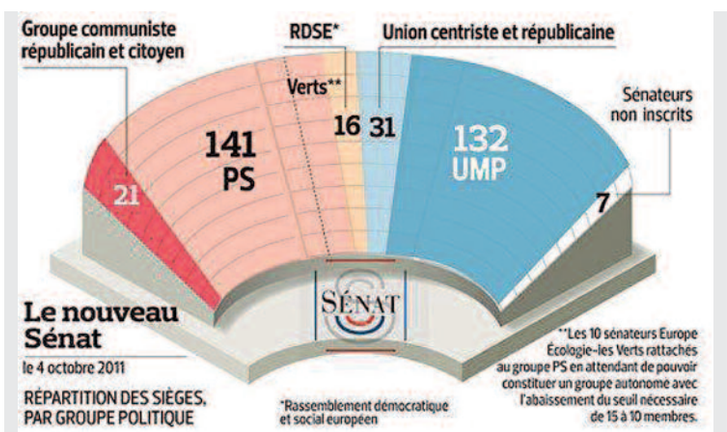
«La tranquillité publique est un droit : ensemble exigeons des moyens ! » Telle était la demande des élu(e)s, des habitants et des commerçants de Fontaine réunis en délégation, côte à côte, devant la préfecture de l'Isère, le 15 novembre dernier. Une rencontre prévue avec le Directeur de cabinet du Préfet pour porter solennellement le vœu adopté lors du Conseil municipal extraordinaire sur la tranquillité publique le 10 octobre précédent. Depuis plusieurs mois en effet, la situation très difficile vécue par les habitants dans certains quartiers de la commune a conduit le Maire et la Municipalité à exiger de l'État d'assumer ses compétences en matière de sécurité. Le Maire n'a pas autorité sur les forces de police nationale ni le pouvoir de poursuivre les délinquants. La Municipalité, malgré l'importance des moyens de prévention mis en place - animateurs, médiateurs, police municipale, veille mineurs, Conseil Intercommunal de prévention de la délinquance … - constate une recrudescence des actes de délinquance. Elle ne peut aujourd'hui agir seule. L'État doit remplir son rôle, arrêter les fauteurs de trouble et les sanctionner. Ce n'est qu'à cette condition, quand le pouvoir de sanction s'applique effectivement, que les structures de prévention et de dissuasion peuvent être efficaces. C'est pourquoi Fontaine demande l'ouverture d'un commissariat de plein exercice sur son territoire, l'augmentation des patrouilles de police de manière durable et une sévérité accrue des tribunaux envers les délinquants, trop souvent relâchés sans sanction adéquate. Même si les réponses du représentant de l'État n'ont pas totalement satisfait les Fontainois, élus comme habitants, la mobilisation se poursuit. Prochaine étape : une demande de rendez-vous auprès du ministre de l'intérieur.

[YANNICK BOULARD, MAIRE DE FONTAINE]

LE SÉNAT, UN POINT D'APPUI POUR L'ALTERNATIVE

La gauche sénatoriale commence à détricoter le sarkozysme tout en amorçant une politique qui pourrait ne plus être fatalement dictée par l'ambition de réduire les dépenses sociales, casser le droit du travail ou museler la démocratie dans des collectivités territoriales financièrement asphyxiées, un avant-goût d'une politique alternative à la droite. Réécriture du budget de la Sécurité sociale
Les sénatrices et sénateurs du groupe CRC ont voté en faveur de la motion tendant à opposer la question préalable, déposée par la commission des affaires sociales et présentée par Annie David. En adoptant cette motion, la majorité de gauche du Sénat a envoyé un signal fort au gouvernement, lui signifiant qu'il refusait les mesures de rigueur qu'il comporte,

Concernant le financement de la sécurité sociale pour 2012, le Sénat s'attaque tout bêtement aux cadeaux jusque-là consentis sans contreparties aux adhérents du Médef : en l'occurrence le dispositif d'exonération des heures supplémentaires. Et de taxer au passage les retraites chapeaux, les stock-options et les bonus des traders. Sans oublier de jeter à la poubelle la taxation des mutuelles de santé prévue par le plan de rigueur Sarkozy-Fillon. Le jeune bilan de la gauche ? Dans le désordre : maintien de la revalorisation des prestations familiales au 1er janvier, abandon du service citoyen pour les mineurs délinquants, changement du statut pénal du chef de l'État, commission d'enquête sur les sondages de l'Élysée, début de mise en



pièces de la réforme territoriale avec la suppression en cours du conseiller territorial et rétablissement du droit au repos dominical à l'initiative du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC), suppression de la taxe sur les boissons sucrées. Prochainement seront débattues la proposition de loi accordant le droit de vote aux étrangers lors des élections locales, l'autorisation des actions de groupe pour les victimes de médicaments nocifs.

TOUS LES GUY MÔQUET DU MONDE

A l'occasion du 70e anniversaire des exécutions de Châteaubriant et à l'initiative de l'Amicale de Châteaubriant -Voves -Rouillé, plus de 5 000 personnes se sont retrouvées dans la carrière où furent fusillés 27 otages le 22 octobre 1941.
« Les copains qui restez, soyez dignes de nous », avait écrit Guy Môquet sur les planches de la baraque n°6. Cette phrase sera le slogan de la journée placée sous le signe de la jeunesse qu'Odette Nilès appelle à prendre « (son) destin en main : cela aurait été le message de ces hommes et de ces femmes ». C'était impressionnant de se retrouver aussi nombreux dans ce lieu, mais aussi très émouvant quand les porte drapeaux, les enfants défilant pour la paix, des collégiens et lycéens (6 jeunes de l'Isère*) porteurs de messages d'amour et de fraternité, des jeunes de divers points de France ont envahi la carrière. Après le dépôt de gerbes au pied du monument aux fusillés Odette Nilès, Bernard Thibaud et Pierre Laurent ont rappelé la nécessité de résister « car le péril demeure ». Jeunesse, Résistance furent les thèmes du spectacle /hommage à « Tous les Guy Môquet du monde », évocation qui faisait alterner avec pertinence les questions, les élans des jeunes et les témoins des luttes universelles d'émancipation, de résistances ouvrières et de la jeunesse. « Parler des 27, c'est parler d'espoir, de courage », a dit Pierre Laurent. Cinq mille personnes, ce jour-là, ont parlé de dignité, de fraternité et d'espoir.

(*) Ces jeunes étaient accompagnés par Michèle Josserand et Patrice Voir, adjoints au maire de Grenoble. On notait également la présence de François Auguste, conseiller régional et de Jérôme Marcuccini, secrétaire départemental du PCF.
http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2522540/f1.highres (*) Allocution de Pierre Laurent : site «70e Anniversaire de Châteaubriant ».

REPAS DES VÉTÉRANS DU PCF COMBATIVITÉ ET ÉMOTION

Le mardi 29 novembre, dans les locaux de la fédération, se tenait le traditionnel repas des vétérans, celles et ceux qui ont passé trente-cinq ans et plus, souvent bien plus a consacrer du temps au PCF et à ses combats. La participation a atteint un record d'affluence. Le matin, le débat était introduit par Jérôme Marcuccini, Marie-France Blanc, la présidente des vétérans du PCF de l'Isère, s'étant fait excuser pour raisons familiales. Le débat a vite abordé la situation d'une extrême gravité que traverse le monde avec la crise du système du capitalisme et ses conséquences sur les peuples avec les plans d'austérité à répétition qui engendrent chômage et pauvreté. De nombreux témoignages ont évoqué les grandes difficultés des retraités sous le règne de Sarkozy, la pauvreté, chiffres à l'appui, se conjugue avec les retraités, mais aussi l'espoir que représentent les échéances électorales avec le PCF dans le Front de Gauche. Jérôme Marcuccini est revenu sur la campagne que nous menons avec l'objectif de construire un rassemblement majoritaire à gauche sur les bases de propositions de réformes en rupture avec le libéralisme et l'urgence de favoriser l'intervention citoyenne et de compter sur toutes nos forces dont celles des vétérans pour cet objectif. Au regard des interventions, il ne fait pas de doute que les vétérans du PCF seront de plain pied dans la bataille. Jean Veyssière a évoqué la plaquette qui relate l'histoire familiale de Busio-Ricco, une famille d'immigrés italiens, celle de Fernand Ricco, résistant et militant toujours actif à quatre-vingt huit ans. Notre ami Fernand, ému, remercia Jean Veyssière de son aide à tous les niveaux pour la publication de ses mémoires dont les bénéfices iront au PCF.

Pas de repas des vétérans sans chansons et sans la souscription qui a rapporté cette année la somme de trois mille six cents euros, un apport financier bien utile pour la Fédération. Un grand merci à tous les participants et rendez-vous à l'année prochaine avec l'espoir que nous serons en mesure d'engager avec la victoire de la gauche, et un très bon résultat du Front de gauche en 2012, une politique conforme aux intérêt du monde du travail, des retraités, de la jeunesse et du pays . [GF]

JEAN-PIERRE RAFFIN DUGENS SA MÉMOIRE HONORÉE À EYBENS

Le 11 novembre, une plaque commémorative à la mémoire de Jean-Pierre Raffin Dugens a été inaugurée à Eybens. Raffin Dugens, instituteur à vécu dans cette commune, élu premier adjoint au maire en 1946. Raffin Dugens à été député SFIO de 1910 à 1919. Pacifiste, il est en désaccord avec les positions de la SFIO sur la guerre. Il rejoint le PCF après le congrès de Tours, il exerce la responsabilité de premier secrétaire de la Fédération de l'Isère du PCF, il sera candidat du PCF à des élections législatives. En rupture avec celui il adhère ensuite à la 4e Internationale trotskyste. Raffin Dugens était un pacifiste convaincu Il parviendra à se rendre en Suisse à la Conférence de Kienthal du 24 au 30 avril 1916. Le 14 juin 1916 les Kienthaliens provoquent un incident à la Chambre en lisant un manifeste des minoritaires allemands qui réclament un armistice immédiat. De nombreuses associations étaient présentes pour cette inauguration rendant hommage au combat en faveur de la paix de la justice du progrès social de Raffin Dugens, plus que jamais d'actualité. Louis Sarté, adjoint communiste au maire de la ville d'Eybens a beaucoup œuvré durant de très longues années pour que la mémoire de Raffin Dugens se traduise par le nom d'une rue qui porte son nom. Ce sera une place, non loin de la maison que Raffin Dugens habitait, et qui servait à imprimer le Travailleur Alpin en 1944, dans la clandestinité sous l'occupation nazie.

POUR TOUTES LES MÉMOIRES

Le 11 novembre est associé à la signature de l'armistice de 1918. A Grenoble, il rappelle aussi la manifestation patriotique du 11 novembre 1943 qui se termina par 600 arrestations dont 400 déportations. Edouard Bordet, Vice-président de l'amicale des déportés du 11/11/1943, après avoir rendu un hommage à Maurice Hugelé, Président décédé l'été dernier, nous livra quelques remarques fort actuelles: "Nous voici réunis, toujours aussi déterminés, devant cette stèle qui nous honore et honore la République Française. Cette année, nous célébrons le 68ème anniversaire de l'arrestation de patriotes bien décidés à ne pas laisser Pétain et ses sbires détruire la France et anéantir la démocratie, vecteur indispensable pour le respect des droits de l'homme…/… Grenoble, ville compagnon de la Libération avec Nantes, Paris, Vassieux en Vercors et l'île de Sein, doit ce titre à cette manifestation patriotique. N'oublions pas non plus que de nombreux résistants de la région croupissaient depuis 1941 dans les geôles vichystes…/… Quand nous avons résisté et nous sommes battus, pour nombre d'entre nous au péril de notre vie, et pour tous en faisant abstraction de notre jeunesse, nous l'avons fait dans l'espoir de retrouver les valeurs d'entraide, d'humanisme et de respect mutuel qui étaient les nôtres. Le programme du C N R a été notre référent et le reste. Nous nous sommes battus pour que tous les êtres humains puissent avoir une vie décente. Malheureusement, de nos jours, ce programme est malmené. Les acquis sociaux, pour lesquels tant de sang a été versé, se transforment en peau de chagrin. Bientôt, des échéances républicaines et démocrates vont se dérouler dans notre pays. La bête immonde n'est pas morte ; je lance, ce jour, un appel à tous et notamment aux jeunes : le vote est un élément incontournable pour le maintien de la démocratie. Ne l'oubliez jamais. Nous n'avons pas souffert pour rien. Que vivent les valeurs pour lesquelles nous nous sommes battus !"

Malgré leur âge, ils restent debout, déterminés à se battre. Soyons dignes d'eux. **[MICHELE JOSSERAND]**

NICOLAS SARKOZY DÉTOURNE L'HOMMAGE AUX VICTIMES

De l'instrumentalisation de la lettre de Guy Môquet en début de mandature aux dernières cérémonies du 11 novembre avant les prochaines élections présidentielles, Nicolas Sarkozy n'aura cessé de vouloir réécrire l'Histoire. Aujourd'hui, il entend ainsi imposer que « chaque 11 novembre, tous ceux qui ont donné leur vie pour la France, que ce soit pour la défense de la patrie ou lors des opérations extérieures auxquelles notre pays participe, seront également associés à cet hommage solennel de la nation ». Nicolas Sarkozy détourne l'hommage aux victimes de ce qui a été une immense et inutile boucherie pour justifier, l'engagement hier contre des peuples colonisés en lutte pour leur liberté,et, aujourd'hui, la participation de soldats français à la guerre en Afghanistan. C'est inacceptable. Les peuples européens ne doivent jamais oublier l'immense horreur de celle qu'on a appelée malheureusement à tort :« la der des ders ».

VENDREDI 25 NOVEMBRE À LA MAISON DES ASSOCIATIONS À GRENOBLE

LES PARTIS DE GAUCHE INTI

Le Collectif pour un débat sur les enjeux de l'éducation et la formation a tenu sa troisième initiative depuis début 2011. Après deux rencontres citoyennes en février et avril, il s'agissait cette fois d'interpeller les partis politiques de gauche face aux enjeux de 2012 dans un but de dialogue constructif entre les partis, les militants syndicaux, associatifs, pédagogiques et les citoyens.

© Patrice Campana

Les partis politiques étaient représentés par Yann Monbtgaburu pour EELV8, Paul Bron pour GO citoyenneté, Thibaut Michoux pour le NPA, Marie-France Vieux-Marcaut pour le PCF, Alain Dontaine pour le PG et Noël Margerit pour le PS. Le débat était organisé en deux moments : le premier interrogeait sur la nécessité d'un coup d'arrêt aux politiques de casse du gouvernement et sur les mesures d'urgence prévues dès 2012 ; le second se proposait de préciser les grands axes d'un projet de transformation du système éducatif. Les partis étaient soumis d'une part à des questions préparées par le Collectif et d'autre part à des questions recueillies dans la salle. Marie Laurence Moros pour la FSU, Ghislaine Morant pour le GFEN, Catherine Di Leo, parent d'élève de l'école Jean Racine et Gérad Collet, membre du Collectif ont fait une conclusion à plusieurs voix.

La première partie du débat : quelles mesures en 2012 ?

Partant du constat des régressions provoquées par les réformes néolibérales depuis 2007, le collectif a interrogé les partis sur trois points :

1. Quelle position face à la crise : soumission à la pression des marchés financiers ou réponses aux besoins sociaux et démocratiques ?

2. En matière d'éducation et de formation, quelles ruptures ? Rompre avec les réformes destructrices, mais sans retour à l'école sélective, ni replâtrage ; préparer une transformation démocratique du système éducatif.

3. Quelles mesures immédiates en 2012 pour répondre aux urgences et préparer la construction de l'avenir ?

Nous invitons nos lecteurs à se reporter aux réponses de chacun des partis publiées sur le site du Collectif : **debateducationisere.eklablog.com**.

Certains silences étant pour le moins aussi parlants que les réponses explicites.

La dénonciation des politiques de casse est partagée. Le besoin de rupture est affirmé notamment en relation avec l'accroissement des inégalités sociales et scolaires Tous affirment que le principe de mise en concurrence des élèves, des personnels, des établissements, des territoires doit être banni du système éducatif et remplacé par un principe de coopération et de formation à la citoyenneté. Tous disent la nécessité de revenir sur la politique d'assouplissement/suppression de la carte scolaire. Tous s'insurgent contre les dérives sécuritaires qui conduisent entre autres au fichage généralisé et proposent de revenir sur les sanctions contre les directeurs qui refusent Base élèves et les enseignants désobéïsseurs. Accord sur la nécessité d'un large débat pour une nouvelle loi d'orientation.

Mais plusieurs point interrogent quant à l'ampleur et la réalité des ruptures envisagées. Difficile par exemple de savoir quels sont les engagements du PS quand Noël Margerit met à la fois en avant le Projet du PS et le programme différent du candidat et, quand dans le débat

ERPELLÉS SUR L'ÉDUCATION

apparaît un troisième personnage, l'ARF (Association des régions de France) et sa proposition d'un Acte III de la décentralisation (non validée par le PS) mais qui préconise rien moins que la régionalisation de la formation professionnelle initiale et continue.
Les mesures d'urgence avancées révèlent des différences notables, en particulier concernant les moyens à dégager. Quelques points importants font consensus : le rétablissement de la formation professionnelle des enseignants en lien avec la recherche et les expérimentations de terrain, la relance de la scolarisation dès 2 ans et des politiques d'éducation prioritaire. Mais les partis diffèrent sur la question des postes à recréer : cela va du silence à l'expression précise des besoins à couvrir tant pour la lutte contre les inégalités que pour l'amélioration des conditions d'enseignement pour tous (effectifs, Rased, handicapés…) ou pour le recrutement d'enseignants et autres personnels et la revalorisation des salaires.

La deuxième partie : les grands axes de la transformation du système éducatif

Cette partie était consacrée au projet de transformation du système éducatif. Le Collectif avait dégagé 4 axes :
1. s'attaquer aux inégalités ;
2. quelle conception d'une école émancipatrice ;
3. quelles conditions pour une scolarité obligatoire heureuse et fructueuse de 3 à 18 ans ;
4. quels processus démocratiques pour reconstruire le service public et faire place à l'ensemble des acteurs de l'éducation.
La nécessité de combattre les inégalités est reconnue, de même que sont affirmés l'objectif d'une égale qualité partout et l'ambition d'une école émancipatrice. L'écoute des propositions montre des différences, voire des divergences de fond. Trois points méritent d'être mentionnés. Le plus essentiel, celui qui détermine par ricochet les autres prises de position, concerne la place des savoirs dans l'école. Pour Paul Bron, si l'école d'aujourd'hui n'est pas sur le registre de l'émancipation, c'est parce qu'elle est centrée sur les savoirs, alors que selon lui l'émancipation relève du lien social, de l'interculturel et de l'implication de tous les acteurs, dont les parents d'élèves, les élèves eux-mêmes et les collectivités territoriales. Noël Margerit ajoute que c'est tout le sens du débat sur le socle commun où l'on cherche à dépasser cette limitation aux savoirs en faisant leur place aux savoir-faire et aux savoir-être. Pour lui, « il y a à inventer quelque chose pour que les jeunes accèdent à l'autonomie autrement que par les savoirs », d'où l'importance que le PS accorde à la fonction orientation comme formation aux choix et à la décision autonome.
Evidemment personne ne conteste l'objectif de formation à la citoyenneté et l'implication de tous les acteurs pour le fonctionnement démocratique de l'Education nationale. Mais la rupture n'est-elle pas justement dans la mise en œuvre de conditions telles que tous les élèves, quelle que soit leur origine sociale, accèdent aux savoirs indispensables pour maîtriser individuellement et collectivement toutes les dimensions de la vie en société, incluant le travail, la politique, la participation démocratique aux décisions ? Alain Dontaine (PG) rappellera qu'il ne peut y avoir de formation à l'esprit critique, donc du citoyen, sans connaissances. Marie-France Vieux-Marcaut insiste sur l'exigence d'accès de tous à une culture commune de haut niveau.

Cette divergence sur la place des savoirs explique les différences de prise de position concernant la prolongation de la scolarité et l'importance du cadre national dans les politiques éducatives. Seuls le NPA, le PG et le PCF (donc le programme du Front de gauche) se prononcent pour la prolongation de la scolarité à 18 ans considérée comme décisive pour atteindre l'objectif d'une culture commune de niveau bac pour tous.
De même, si l'ambition émancipatrice minimise la part des savoirs, prennent alors sens les propositions de décentralisation des politiques éducatives, de dégagement du national vers le local, du renforcement de l'autonomie des établissements que portent le PS, EELV et Go citoyenneté.
On ne peut que se réjouir de ce débat qui a permis l'échange et la confrontation des points de vue. Ils aident à mieux saisir les enjeux de la nouvelle étape de démocratisation à construire par la gauche. On voit mieux le chemin qu'il reste à parcourir, et il confirme l'importance décisive de l'irruption citoyenne et de l'engagement des acteurs de terrain.

[FRANÇOISE PARISEL]

FRONT DE GAUCHE ISÈRE Rencontre le 3 novembre sur les questions d'éducation

25 personnes, adhérents du PG, du PCF, de PAG et de GU, ont échangé pendant deux heures sur la situation de l'éducation et de l'école et la partie du programme populaire partagé « L'humain d'abord » sur ce sujet.
Karine Ennifer (PG) a introduit la réunion, posant la question : comment passer d'un système de sélection à un système d'émancipation collective ?
« Il faut crier que c'est insupportable ! » dira Valérie. Oui il faut revenir sur les réformes destructrices imposées depuis 2007 par le gouvernement, à tous les niveaux du système, tant est forte la perte de sens, le mal être tant pour les élèves en échec que pour les enseignants.
Mais, « défaire ce qui a été fait » ne signifie pas vouloir revenir en arrière. Il nous faut penser une école transformée, à la hauteur des besoins de la société dans leurs dimensions sociale, démocratique, économique. Penser une école comme outil de la transformation sociale.
Plusieurs intervenants ont exprimé le besoin de mieux comprendre ce qui sous-tend les choix faits dans le programme partagé concernant l'école en vue des assemblées citoyennes. De même s'est fait jour le besoin de poursuivre les échanges sur la place respective de l'éducation et celle des savoirs et l'articulation des deux dans la perspective de la transformation du système d'éducation et de formation. **[FP]**

SANS-PAPIERS : RASSEMBLEMENT

Mardi 15 novembre avait lieu un rassemblement devant le tribunal administratif de Grenoble à l'appel du syndicat Multiprofessionnel CGT des Travailleurs Sans Papiers de l'Isère, en faveur d'Addelkarim. Avec la mobilisation réussie autour la réintégration d'Amro Al Khatib, jeune ingénieur libanais licencié par l'entreprise Air Liquide à Sassenage (38) sur ordre du Préfet de l'Isère au motif de la présence d'ingénieurs locaux sans emploi, le Préfet continue de s'acharner après les travailleurs sans papiers. Le syndicat Multi-professionnel CGT des Travailleurs Sans Papiers de l'Isère, dont les dossiers de régularisation sont parfaitement conformes aux directives, est obligé de recourir à la justice pour faire valoir leurs droits. Après Damir le 8 octobre, c'est au tour d'Abdelkarim d'avoir recours à ce tribunal. Le jugement avait lieu le 15 novembre, très bonne nouvelle, le juge a annulé la décision du préfet. Restons mobilisés car le juge n'a pas exigé de titre de séjour et ne s'est pas prononcé sur la partie travail.

ÉMILIE RIVE : NOUS NE L'OUBLIERONS PAS

Émilie Rive, journaliste à l'Humanité, est décédée le 9 novembre. Elle aura marqué l'Humanité d'une empreinte indélébile, faite d'indépendance d'esprit autant que d'engagement. Pour l'état civil, elle s'appelait Renée Lachenal ou Jacoby .Dans les années 1980, elle s'établit en Isère et travailla auprès d'élus et à la fédération du PCF. Elle avait conservé de nombreuses attaches avec les communistes de l'Isère. Nous faisions souvent appel à Emilie pour animer les débats à la fête du Travailleur Alpin, notamment sur les sans-papiers, car elle était extrêmement sensible à leurs problèmes et connaissait bien leurs difficultés. Le Travailleur alpin, la fédération de l'Isère du PCF adressent leur sincères condoléances à son compagnon Jean-Pierre Brunel, à ses enfants et petits enfants.

SYNDICATS : L'AUSTÉRITÉ NE PASSERA PAS PAR EUX

Quinze jours contre les politiques d'austérité du gouvernement, du 1er au 15 décembre avec, en point d'orgue, une mobilisation interprofessionnelle le 13 décembre: les syndicats entendent "enrayer" la rigueur décrétée par le couple Nicolas Sarkozy - François Fillon. L'intersyndicale a prévu de se réunir à nouveau le 15 décembre, afin de "tirer le bilan" de la journée du 13 décembre et d'envisager "de nouvelles initiatives en janvier".

3 QUESTIONS À :

Bernard Labouré & Max Fouilloux, d'Attac Isère

1. Quelle est votre appréciation de la situation actuelle ?

Si l'on écoute les médias et la dramatisation qu'ils génèrent, la dette est énorme, il va falloir se serrer la ceinture. L'argument de la dette sert aux libéraux au pouvoir à imposer une cure d'austérité aux peuples. Ainsi, en Grèce, la machine à broyer les peuples est en marche. En France, si l'on n'en est pas encore là, on passe d'un plan de rigueur à un autre, avec comme leitmotiv : "il faut garder notre triple A !" Mais qui le donne ? Des agences de notation qui sont des sociétés privées liées aux marchés financiers, et qui y sont impliquées. Il y a conflit d'intérêt quand ces agences attribuent une note à un pays, car cela a des répercussions sur les banques qu'elles servent !

Mais comment la dette est arrivée à ce point ? Il y a trois temps forts.

- D'abord le fait qu'en France, depuis 1973, la Banque centrale ne peut pas payer aux trésors publics : le pouvoir s'est ainsi enlevé la possibilité d'emprunter aux banques centrales à un taux minimal. Il faut savoir que si l'on avait utilisé cette possibilité, l'endettement de la France aurait été de 9 % du PIB en 2009 au lieu de 78 % !
- Ensuite ce sont les cadeaux fiscaux aux riches. Sans eux, le déficit budgétaire en 2009 aurait été de 2,3 % au lieu de 7,5 % !
- Enfin, 3e élément, la crise financière de 2008 et la récession qui a suivi. De 2007 à 2009, la dette est passée de 64 % du PIB à 78 % !

Ces 3 aspects rendent la dette "illégitime". Sans eux, il n'y aurait pas de déficit et la possibilité existerait même d'augmenter l'aide sociale. De 1973 à 2008, la France a remboursé 1 327 milliards d'euros d'intérêt ! Tout ça au nom de l'idéologie libérale ! C'est intolérable !

C'est pourquoi, avec d'autres associations et syndicats, nous œuvrons pour la constitution d'un comité pour l'audit citoyen pour la dette publique, une initiative que nous comptons bien relayer au niveau de l'Isère. On va essayer de faire la même chose que pour le TCE, car nous sommes un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Une action que nous développons au quotidien comme lors de la récente réunion du G20, un sommet de la démission des dirigeants du monde par rapport aux marchés financiers. Une rencontre dont la démocratie n'est pas sortie grandie, développant une hystérie ahurissante face à la situation grecque !

2. Alors, quelle issue ?

Nous avons beaucoup de discussions entre nous, les avis sont partagés. Nous refusons une hyper-austérité se mettant en place sous couvert de perte de souveraineté. Certains pensent qu'il serait souhaitable de sortir la Grèce de l'euro. Mais la majorité estime qu'un retour à la monnaie nationale ne nous permettrait pas le remboursement de la dette. Cela entraînerait une catastrophe bancaire, les gens se précipitant pour retirer leur argent, ce qui provoquerait un effondrement financier.

Une autre voie est envisagée, plus acceptable sur le plan de la démocratie et moins périlleuse. Un certain nombre de pays européens pourraient se réunir, rester dans l'euro, mais désobéir aux règles européennes et refuser leurs directives. La Banque centrale européenne et les banques nationales devraient pouvoir monétiser la dette des états en difficulté. Ainsi plusieurs pays pourraient faire pression pour faire accepter une transformation du traité. Se battre à l'intérieur de l'euro en faisant pression est un moyen d'avancer. En disant, bien entendu, que cela passe par une importante réforme fiscale concomitante. Il faut une action des Etats, mais aussi une mobilisation populaire : les premiers ne seront forts que si la population pousse dans le même sens. Autrement dit, des changements politiques sont nécessaires !

Nous estimons qu'il est indispensable qu'il y ait une remise à plat du système financier : il faut casser les "grosses banques" dont la concentration ne fait que s'accélérer, il faut contrôler les flux financiers !

3. Localement, quelle va être votre action ?

Nous l'avons dit, nous agissons pour développer "le comité pour un audit citoyen pour la dette publique".

Nous avons mis en place un collectif contre le pacte pour l'euro et les mesures de rigueur des pays européens (cette disposition obligeant les états à présenter à Bruxelles leurs projets budgétaires avant le vote de leur Parlement). Un travail difficile où nous allions réunions, formations et présences de rue. On va continuer !

Nous allons nous lancer sur le problème de la dette, pour expliquer à qui elle profite, quelles sont les répercussions pour la démocratie. A travers cela on peut tout aborder, même si nous ne nous investissons pas dans le processus électoral. Cela ne nous dispensera pas de poser des questions aux candidats sur des sujets comme la régularisation financière, le financement de l'urgence sociale et écologique, la dette... Nous souhaitons contribuer au débat et à la réflexion des gens, afin qu'ils puissent choisir en connaissance de cause.

[PROPOS RECUEILLIS PAR MB]

ATTAC FRANCE : WWW.FRANCE.ATTAC.ORG

Fondée en 1998, suite à la rédaction d'un éditorial du Monde diplomatique : « Désarmer les marchés » (décembre 1997), Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde.

Attac se revendique comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, considérant que le premier outil pour changer le monde est le savoir des citoyens. Attac produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations…

Fin 2010, Attac est présente dans une cinquantaine de pays, chaque organisation nationale étant autonome et devant simplement adhérer à la plateforme internationale ; Attac France compte près de 10 000 membres et plus de 170 comités locaux.

L'association est dirigée par un conseil d'administration de 42 membres élus par les adhérents, et dispose de l'expertise d'un conseil scientifique de 110 membres.

JEANNIE LONGO, UNE FEMME DE DÉFIS

La championne cycliste grenobloise Jeannie Longo a obtenu gain de cause face à l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) qui l'avait accusée d'avoir violé un règlement anti-dopage alors que la plus grande championne de l'histoire du cyclisme n'était pas tenue légalement de s'y plier. La commission de discipline de la Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé de "relaxer de toute poursuite disciplinaire" la coureuse vedette de 53 ans, à laquelle l'AFLD reprochait trois manquements à ses obligations de localisation. Or, à la suite à une modification de règlement en avril 2010, l'appartenance au groupe cible dont faisait partie Jeannie Longo, n'est plus automatiquement reconduite, sauf avis contraire, mais valable une année seulement. Néanmoins, elle reste dans l'attente des suites judiciaires dans l'affaire qui implique son entraîneur et mari Patrice Ciprelli, accusé d'avoir acheté des doses d'EPO en 2007. Le parquet de Grenoble traite ce dossier et son verdict dira ce qu'il en est. Jeannie Longo est une athlète atypique qui a vécu toute sa carrière cycliste en marge des instances fédérales. C'était selon elle, une question de principe tant elle considère que les dirigeants de la Fédération française de cyclisme sont imprégnés de culture « machiste », n'accordant qu'un intérêt discret et distant au cyclisme féminin. Pour se faire entendre, elle a fait partie en 1983 de la liste du maire UMP de Grenoble, Alain Carignon. Elle a aussi beaucoup écrit dans les colonnes du journal l'Humanité, commentant chaque jour une étape du Tour de France. Ses défis ont toujours était constants, farouches, déterminés : prouver qu'elle était une femme et une compétitrice de haut niveau. A cette fin, elle s'est tracée une existence ascétique et monacale, s'est forgée une hygiène de vie stricte et rigoureuse, ordonnée un régime à base de phytothérapie qui lui valut d'ailleurs en 1987, de premiers soupçons de dopage. Touchée et affectée, Jeannie Longo ne s'est jamais départie de cette volonté d'affirmer « que le cyclisme féminin avait sa place dans le panorama sportif français ». Elle a pris la tête de l'équipe de France féminine, portée avec elle de jeunes championnes, imposée une reconnaissance médiatique du Tour de France féminin. Ce qui à jour n'est toujours pas gagné, au contraire. Le soupçon de dopage pèsera toujours sur l'athlète performant. Les sponsors et les médias partenaires et complices, imposent des fréquences de présence à l'écran, des rythmes et des cadences de compétition qu'un organisme normal ne peut sans cesse supporter. La tentation est grande pour un sportif en quête de notoriété de palier ses carences par un soutien illicite a portée de main, proposé par des laboratoires pharmaceutiques sans scrupules. Marie-George Buffet, ministre communiste des sports a combattu le système du dopage en contribuant à créer un suivi longitudinal des athlètes de haut niveau. Sans doute, Jeannie Longo a auprès d'elle un mari encombrant. Si sa longévité sportive témoignage en sa faveur, elle révèle simultanément, une forme de rapport de soumission à son sport qui pose question. Lever cette suspicion et poursuivre son combat pour faire entrer les femmes dans le sport, c'est ce que ses supporteurs lui souhaitent à présent.

[FRANÇOIS PEREZ]

©Ludo29880/Flickr

LA CHRONIQUE SPORTS D'ÉMILE RASPAIL

meilleurs vœux

BOULES LYONNAISES :
La quadrette Goffi (Vif) se partage avec 102 points la 1ère place du dernier classement national des équipes de 1ère Division, avec celle de Jarrige (CRO Lyon). La quadrette Morel d'Eybens (48 points) est 10e sur 16.

FOOTBALL :
Coupe de France (7e tour) : il reste pour le 8e tour : Grenoble CFA2 (6) L'état de la Tour.

HOCKEY SUR GLACE : Brûleurs de loups : le 27/01 : Grenoble – Gap.

NATATION :
Triathlon : Julien Loy, licencié à l'AL Echirolles-triathlon est double champion du monde. Il est chargé de mission "sports et culture" à la Métro.

RUGBY :
Le meilleur marqueur d'essai (6) de la Coupe du monde, Vincent Clerc, est né à Echirolles en 1981. Il a joué au Fontanil, en Pro D2 à Grenoble, 21 fois en équipe de France, il joue actuellement à Toulouse. PRO D2 : 28, 29 janvier : Bourgoin – Périgueux.

BOULES :
En 2012, le championnat du monde des jeunes aura lieu à Eybens avec 25 nations.

TOURNOI DES 6 NATIONS :
Philippe Saint-André, est le nouvel entraîneur pour 4 ans de l'équipe de France avec deux techniciens,Yannick Bru (Toulouse) et probablement Patrick Lagisquet (Biarritz). Il se prépare pour le Tournoi qui débute. - le 4 février : France - Italie - le 11 février : France - Irlande - le 26 février : Ecosse - France.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

SUPER TRI

LA POUBELLE VERTE, C'EST
EN VRAC SANS SAC

Emballages métalliques

Papiers journaux cartons et briques

Bouteilles et flacons en plastique

DÉCHETS INTERDITS

Création DIRE La Métro - février 2011

ECO EMBALLAGES

Renseignements 0 800 500 027 n° gratuit

Tous mes conseils sur **lametro.fr**

QUE FAIRE POUR LA LIBÉRATION SANS CONDITION DE SALAH HAMOURI ?
LETTRE À TOUS NOS AMIS

Par Denise Hamouri, mère de Salah, emprisonné illégalement en Israël et dont l'Humanité exige la libération.

Alors que mon fils, Salah, devait sortir le 28 novembre, les autorités israéliennes en ont décidé autrement, de manière totalement arbitraire.

Bien sûr, vous imaginez la déception énorme qui est celle de Salah et aussi celle de sa famille.

Mais je voudrais vous dire, en notre nom à tous, un « grand merci ». Un grand merci, car, depuis tellement longtemps, vous vous êtes mobilisés en faveur de Salah et de la liberté – la sienne et celle de la Palestine.

Sans vous, qui êtes des dizaines de milliers, on ne parlerait même pas du tout de Salah et on n'aurait même pas fait attention à son sort pourtant injuste et terrible. Merci, vraiment, car si Salah n'est pas sorti hier, ce n'est pas par manque d'efforts de votre part mais bien malgré ces efforts. Vous n'avez rien à vous reprocher, au contraire, vous pouvez être fiers de vous. On voit mieux, du coup, l'épaisseur du mur à percer et le poids et la détermination des forces adverses.

Aujourd'hui on me demande : « Mais que faire pour Salah ? » Je vous répondrais : continuer à exiger sa libération et à élargir encore et encore le cercle des amis qui peuvent nous rejoindre dans cette cause qui dépasse le cas de Salah. Il sait, mon fils, tout ce que vous faites et il vous en sait gré. Sachez-le.

Les autorités françaises nous ont contactés et ont contacté Salah en proposant de le placer dans la liste des prochains prisonniers palestiniens qui doivent sortir, théoriquement, à la mi-décembre.

Salah comme nous-mêmes, mon mari et moi, avons tous considéré que si cela devait se faire, il est impensable que l'on demande quoi que ce soit à Salah. Pas d'excuses, pas d'écrits d'aucune sorte, pas de signature, pas d'éloignement de sa terre natale. Sans conditions en un mot.

Nous en sommes là. Nous n'avons aucune garantie que cela se fera. Mais nous refusons toute idée de discussion quant à sa sortie éventuelle. Cela a assez duré. Il ne s'est pas excusé hier pour « adoucir » sa peine, ce n'est pas aujourd'hui qu'il va le faire.

Je tenais à vous informer de cette situation. Verrons-nous notre fils à Noël ? Rien n'est fait, rien n'est certain. Nous avons encore besoin de vous !

Merci infiniment pour ce que vous avez déjà fait avec son comité de soutien.

CHRONIQUE N°18

JUSQU'OÙ IRONT ILS ?

J'ai souvent coutume de dire que l'Union européenne est capable du meilleur comme du pire et qu'en ce moment, c'est bien de son pire visage qu'elle nous gratifie. Au fil de ces chroniques, je vous fais part de quelques uns de nos combats au sein du Parlement européen et je suis de plus en plus atterrée par le « triste spectacle » dont nous gratifient ses dirigeants. Je ne reviendrai pas sur les évolutions en Grèce et en Italie, elles sont largement abordées dans ces colonnes sauf pour dire que, comme c'était malheureusement prévu, Mario Monti vient justement d'annoncer un nouveau plan de rigueur en Italie de 30 milliards d'économies essentiellement sur les retraites et de 10 milliards de hausses d'impôts essentiellement de TVA et il a martelé, bien sûr, qu'il n'y avait pas d'alternative Et ce qui est vrai dans les pays les plus touchés par leur crise doit se répandre partout en Europe car il faut soit disant sauver l'euro. Et on les voit s'agiter pour trouver de nouvelles potions amères qui devraient enfin juguler l'appétit des marchés. Nous savons qu'il n'en est rien. En première ligne de cette comédie, le couple infernal Merckel/Sarkozy. Cette Europe ou plutôt cette Union européenne (car l'Europe ne se limite pas aux 27 Etats membres de l'Union européenne) n'est-il pas l'espace géo-politique au monde où les Etats ont le plus renoncé aux instruments de régulation économique pour laisser faire la concurrence libre et non faussée. Et ils parlent de solidarité, de solidarité budgétaire bien sûr car il s'agit de toujours réduire encore plus les dépenses pour compenser les pertes de recettes. Ce qu'ils oublient de nous dire, c'est que l'Union européenne est toujours, crise ou pas crise, la 1ère puissance économique mondiale et qu'en son sein, les écarts de revenus depuis 30 ans n'ont cessé de s'accroître. Les chiffres sont là pour le dire. Les entreprises du CAC 40 sont en pleine forme et continuent leur distribution et bien que la lutte contre la pauvreté soit un des 5 objectifs de leur fichue stratégie Europe 2020, le nombre de personnes menacées de pauvreté en Europe s'élève, selon une résolution récemment adoptée au Parlement européen à 160 millions de personnes (plus du tiers de la population européenne) et, parmi eux, de plus en plus d'enfants et de personnes âgées. Alors que leur nombre fléchissait régulièrement depuis de nombreuses années, depuis 2008, tous les indicateurs sont au rouge. Et c'est ce moment qu'ils ont choisi pour tenter de supprimer le programme d'aide alimentaire. Grâce à la mobilisation, ils ont eu dû y renoncer mais c'est une victoire éphémère car le programme n'a été rétabli que pour deux ans et il va falloir rester vigilants. Ils viennent d'ailleurs d'engager une nouvelle bataille avec en première ligne, une nouvelle fois, l'Allemagne. Cette fois-ci, c'est le fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui est visé. Le nom de ce fonds est déjà tout un programme. Il a été créé en 2008 justement pour faire face à la crise et aider les Etats à financer des plans sociaux. Je me suis toujours sentie mal à l'aise par rapport à ce dispositif car s'il aide effectivement des salariés victimes ce licenciements, cela aboutit quand même à légitimer des méthodes qui de douteuses deviennent scandaleuses quand les entreprises concernées sont celles du CAC 40 qui distribuent des millions à leurs actionnaires et licencient leurs salariés en Europe pour délocaliser en Afrique ou en Asie. La " crise" qui avait légitimé la création du fonds serait-elle finie? Les effets néfastes de la mondialisation auraient-ils disparus ? Ce fonds n'est qu'un cautère sur une jambe de bois... mais c'est encore trop pour certains ! C'est bien la vision de l'Europe qui est en cause tout comme au moment de l'aide alimentaire. Alors souvenons nous de ce qu'ils racontaient tous au moment de la campagne européenne. Il n'était alors question que d'Europe sociale. Rappelons tout cela dans les mois qui viennent et ne cessons de dire et redire "une autre Europe est possible et plus que jamais nécessaire". Oui d'autres politiques sont possibles en Europe comme en France.

[MARIE-CHRISTINE VERGIAT
DÉPUTÉE EUROPÉENNE GUE/NGL]

PRINTEMPS ARABES, QUELLES AVANCÉES CITOYENNES, QUELLES PERSPECTIVES ?

A Fontaine le samedi 5 novembre, l'association Initiatives Citoyenneté Défense (espace citoyen dédié aux questions de géopolitique et de défense - http://icd-citoyennetedefense.com/) organisait une rencontre sur le thème des « printemps arabes », avec la participation de démocrates engagés dans ces (ré)volutions. Elle fut l'occasion de très riches débats.

Débat sur la Tunisie et le résultat des élections, témoignant à la fois de l'enracinement historique d'Ennahda et du chemin à parcourir pour les formations progressistes. La place suffisante a-t-elle été donnée aux questions sociales ? Quels enseignements en tirer pour la suite, notamment sur le lien entre les formations progressistes et les milieux populaires ? Tels furent quelques uns des sujets abordés, avec le souci de la précision et une grande qualité d'écoute. La distinction à faire entre culture musulmane et religion musulmane fut aussi rappelée, ainsi que quelques chiffres ; près de 800 000 réfugiés Libyens accueillis par le peuple tunisien, contre à peine 20 000 par les « libérateurs » Européens.

Débat sur la récente reconnaissance de la Palestine par l'UNESCO, et les perspectives de son admission à l'ONU. La demande formulée par le Président Abbas devant l'assemblée générale a fait tomber les masques. Comment prétendre vouloir la création d'un état Palestinien en s'y opposant de fait ? Plus de 100 états ont déjà reconnu la Palestine, soit une très large majorité de la communauté internationale.

Débat sur la guerre de l'OTAN en Libye, qui constitue une contre-offensive forte contre les printemps Arabes et une préemption sur les immenses ressources de la Libye et du désert saharien (Niger, Tchad, Soudan, Mali) : pétrole, gaz, uranium, pechblende... Le coût de cette guerre coloniale ? 40 000 victimes selon certaines sources, pour une soi-disant « protection » des civils. Le coût pour le contribuable Français sera d'environ 350 millions d'euros. Mais le Médef international a déjà estimé le « gâteau » de la reconstruction à 200 milliards de dollars. Quelques chiffres encore à l'heure des cures d'austérité : 100 000 euros pour une bombe guidée par laser, 850 000 euros pour un missile de type « SCALP »... Après la chute de leurs anciens protégés (Ben Ali, Moubarak, Khadafi), les grandes puissances financières essaient de reprendre la main. C'est à ce nouveau défi que les peuples concernés auront à répondre, forts des acquis de leurs printemps.

[AMAND LEPRETRE]

ÉLECTIONS ESPAGNOLES : LE PCF SALUE LE SCORE D'IZQUIERDA UNIDA

La victoire de la droite espagnole qui a remporté une majorité absolue historique au Parlement, est une mauvaise nouvelle pour l'Espagne et pour l'Europe.

Mariano Rojoy, leader du Parti populaire et prochain Premier ministre, parle de « faire la guerre à la crise ». En réalité, les classes populaires, les jeunes abandonnés par le PSOE qui obtient son plus mauvais score depuis le retour de la démocratie, vont être les victimes de cette politique. Voilà le résultat quand la gauche n'est plus la gauche. Quand elle mène des politiques de casse sociale et de soumission aux marchés financiers. Quand elle s'aligne sur Merkel et Sarkozy. Si ces résultats sont évidemment très inquiétants, nous tenons à féliciter le Parti communiste d'Espagne, Izquierda Unida et EUIA (Gauche unie et alternative de Catalogne) pour leur très bon score. Une augmentation de 700 000 voix et de 9 députés par rapport à 2008, c'est une magnifique progression lorsque l'on connaît le poids du bipartisme et la règle électorale injuste qui perdurent en Espagne. Le rôle d'Izquierda Unida auprès des populations et leurs combats sont reconnus. Leur dialogue avec le mouvement des indignés et au côté des luttes pour l'Education dans les dernières semaines, a porté ses fruits. Pour tous les partenaires européens du PGE, pour les Européens qui luttent, pour les Grecs et les Français qui, en 2012, vont eux aussi être confrontés à d'importantes échéances électorales, la progression d'une gauche unie autour de propositions de transformation en Espagne est un formidable espoir. Face à la droite, nous sommes convaincus qu'avec ses 11 députés, la Gauche unie jouera un rôle important dans les mois à venir, pour aider les citoyens dans la confrontation avec les marchés financiers, avec ses positions clairement contre l'austérité et pour un modèle de développement alternatif.

TURQUIE / SYRIE : « PÉRILLEUSE ENTREPRISE DE GUERRE »

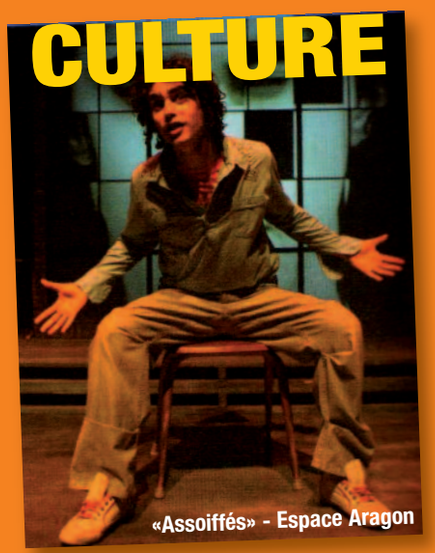
Rassemblement contre la répression en Syrie, à Grenoble

Le PCF exprime sa vive inquiétude devant l'évolution de la crise syrienne qui prend une tournure problématique et dangereuse avec la multiplication de confrontations armées, les risques de guerre civile et d'affrontements confessionnels élargis. La Turquie avance le projet d'installations, le long de sa frontière, d'une zone de sécurité et zone d'exclusion aérienne, en territoire syrien. Cette zone aurait vocation à accueillir les réfugiés civils et les déserteurs de l'armée syrienne. Ce projet serait réalisé avec l'appui et une implication de l'OTAN. C'est ainsi que se dessine une nouvelle et scandaleuse opération militaire, que l'opposition démocratique syrienne ne demande d'ailleurs pas. Cette opération tend à servir à la fois les intérêts régionaux et ambitions nationalistes de la Turquie, et les visées des principales puissances occidentales et leurs alliés dans une région stratégique, contre un allié de l'Iran. Le PCF condamne cette périlleuse entreprise de guerre. Il souligne les risques graves de déstabilisation régionale qu'une telle opération militaire comporte. Ce projet, dans les faits, accompagne et alimente la menace de guerre civile intérieure en Syrie. Les communistes français réaffirment leur solidarité avec l'ensemble des démocrates syriens qui combattent courageusement le régime dictatorial. Le clan de Bachar Al Assad doit être isolé et sanctionné. Le maximum de pressions doit être exercé sur ce pouvoir criminel responsable de la crise dramatique que traverse la Syrie aujourd'hui.

ELECTIONS EGYPTIENNES : LES FRÈRES MUSULMANS CRIENT VICTOIRE

Sans surprise, les Frères musulmans et leur Parti de la Liberté et de la Justice arrivent en tête de la première phase des élections égyptiennes. Le PLJ a annoncé que ses listes avaient obtenu plus de 40 % des voix. Mais, en dehors de toute annonce officielle, les islamistes n'ont annoncé aucun chiffre de participation. Ce résultat, s'il se confirmait fin janvier, lorsque l'ensemble du pays aura voté, placerait donc une fois de plus les islamistes comme principale force politique du pays, à l'instar du Maroc et de la Tunisie. Les Frères musulmans doivent compter avec un mouvement salafiste, représenté par le parti Al Nour, qui obtiendrait près de 20 % des suffrages. Ce pourrait même être un indicateur pour l'avenir, les Frères musulmans, dans les luttes sociales, se trouvant toujours du côté des petits patrons et des propriétaires terriens désireux de récupérer leurs terres confisquées sous Nasser. « C'est la majorité parlementaire qui formera le gouvernement et ce sera un gouvernement de coalition », a déclaré le président du PLJ, Mohammad Moursi, cité par le site du parti. Une majorité qui se formerait avec les libéraux ou avec les anciens du parti de Moubarak, qui, sous les couleurs de sept formations, émergent de nouveau dans le paysage politique égyptien, au grand dam des révolutionnaires qui, sur la place Tahrir, tentent de faire vivre l'esprit du mouvement de janvier et exigent le départ des militaires, la justice sociale et la liberté.

CULTURE


«Assoiffés» - Espace Aragon

BONNE LECTURE

Il est beaucoup question de livres et de lectures dans ces pages. Je me suis penché récemment sur un petit ouvrage de moins de 100 pages et je ne résiste pas au désir de vous en citer quelques extraits :
« La création artistique, l'action culturelle, l'éducation populaire, mais aussi la libre circulation des informations et des idées, la production et la diffusion des savoirs et des connaissances et leur appropriation par le peuple sont des conditions majeures d'une transformation progressiste de la société. Car il ne saurait y avoir d'émancipation politique sans émancipation culturelle ».
« La réforme de 2003 du régime de l'intermittence sera renégociée avec les organisations professionnelles pour mettre en place un système de protection pérenne et mutualiste. Plus généralement, la **lutte contre la précarité** dans les différentes professions artistiques, culturelles et de communication sera résolument entreprise ».
« Face à l'emprise des industries culturelles sur l'ensemble des activités des champs artistique, littéraire et médiatique, nous mettrons en place les régulations qui s'imposent et ferons, en toutes circonstances, prévaloir l'intérêt public, afin **d'affranchir notre économie de la culture de la soumission à l'argent** ».
« Nous mettrons un coup d'arrêt au processus de marchandisation du service public de la culture et **annulerons immédiatement, dans ce secteur aussi, la RGPP** »…
En fait, il faudrait tout citer, mais le plus simple c'est que vous lisiez le *Programme du Front de gauche, l'humain d'abord*, et que vous le diffusiez, pour la culture et pour le reste.

[JEAN-CLAUDE LAMARCHE]

SCÈNES

De la musique à la Source, musique d'ici et d'ailleurs, classique, contemporaine ou rock. Des textes de Wajdi Mouawad et Romain Gary à l'Espace Aragon. Les Thierrée-Chaplin et Amazigh à l'Hexagone. Treize spectacles à la MC2 en janvier. Les scènes iséroises, petites et grandes, sont nombreuses et riches en propositions. A vous de choisir ! [RÉGINE HAUSERMANN]

LA SOURCE / FONTAINE

SANTA CRUZ DIRECTOR'S CUT
20 JANVIER 20H30
Alchimie étonnante entre le groupe de rock Santa Cruz et l'Orchestre de Bretagne. Un plateau exceptionnel.

DUBIER, LEMARCHAND, MIZZI-VERNAY
25 JANVIER 19H30
Savoureux mélange de Mozart, Schubert, Bruch, Rota et Hersant.

TROUPE AFRAH - 28 JANVIER 19H30
Chants, danses et musique du nord-est marocain, issus du patrimoine populaire. Les textes parlent d'amour et des conditions de vie des paysans, de l'immigration, la pauvreté, la solidarité…

ESPACE ARAGON / VILLARD-BONNOT

ASSOIFFÉS - 20 JANVIER 20H
Wajdi Mouawad campe trois ados assoiffés de vie, de sens, d'espoir. Grave et drôle, la pièce fait écho au questionnement des adolescents, à leur désarroi. Par le Théâtre du Clou, Cie québécoise.

LA NUIT SERA CALME
30 JANVIER 20H
Le grand Jacques Gamblin prête sa voix à Romain Gary qui se livre dans une interview fictive « parce que cette écriture a du ventre, de l'engagement et de la force, parce que c'est une sorte de bible de la vie de Romain Gary.»

HEXAGONE / MEYLAN

MURMURES DES MURS
NOUVEAU CIRQUE - 19/20 JANVIER 20H
Aurélia Thierrée, arrière-petite-fille de Charlie Chaplin, grimpe aux murs, pénètre dans des appartements peuplés de fantômes dans un spectacle mis en scène par sa mère Victoria Thierrée-Chaplin. Entre théâtre, cirque et danse, elle évolue avec grâce, accompagnée de deux autres artistes.

AMAZIGH-24 JANVIER 20H
Amazigh, « homme libre » en berbère, met en musique la poésie de son père, Kateb Yacine, vingt ans après sa disparition. Une musique qui lève le poing !

MC2 / GRENOBLE

DES CONCERTS CLASSIQUES : Marc Minkovski le 5, Emmanuel Krivine le 12, la pianiste Zhu Xiao-Mei le 27.
DU JAZZ : ANTOINE HERVÉ nous revient avec une nouvelle leçon de jazz consacrée à Duke Ellington. Si vous l'avez raté l'an passé, pressez-vous pour assister à cette performance artistique et didactique absolument jubilatoire.
DU THÉÂTRE : Jacques Osinski reprend « Dehors devant la porte » du 10 au 24, une réussite. Du 18 au 20, « Ithaque » avec Charles Berling dans le rôle d'Ulysse et Ronit Elkabetz dans celui de Pénélope. Ulysse est de retour au pays. Rien ne va plus. Avec Botho Strauss, Jean-Louis Martinelli revisite le poème homérique. Evènement !

ANNÉE DE L'ITALIE

Le Conseil général a baptisé Année de l'Italie sa saison culturelle 2011-2012. Elle salue le 150ième anniversaire de l'Unité italienne et programme plus d'une centaine de manifestations : expositions, conférences, films, concerts, spectacles de danse, théâtre, ateliers pédagogiques… Programme complet L'Italie en Isère dans les musées départementaux, les offices de tourisme ou les bibliothèques. Deux expositions à ne pas manquer. [JEAN-CLAUDE LAMARCHE]

UN AIR D'ITALIE - LA PRÉSENCE ITALIENNE EN ISÈRE

AU MUSÉE DAUPHINOIS
JUSQU'AU 17 SEPTEMBRE 2012
Cette exposition nous livre les savoirs les plus récents sur les relations entretenues par des populations installées de part et d'autre des Alpes. Des Allobroges venus de la plaine du Pô aux vagues d'immigration du 20ième siècle en passant par les banquiers, les commerçants, les artistes depuis la fin du Moyen Âge et les patriotes favorables aux idées de la Révolution venus en Isère dès la fin du 18ième siècle, ce sont des hommes et des femmes qui arrivent sur notre territoire avec leurs savoir-faire, leurs traditions et leur culture, et qui ont contribué au développement économique du Dauphiné.
C'est cette histoire commune qui nous est contée dans une exposition qui aborde également la question de l'italianité, concept ici illustré par une série de photographies de Vincent Costarella et un court métrage cinématographique d'Anna-Maria Brambilla. **Entrée gratuite**

LIBERTA ! ANTIFASCISTES ET RÉSISTANTS ITALIENS EN ISÈRE

AU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DE L'ISÈRE
JUSQU'AU 14 MAI 2012
Cette exposition constitue un prolongement de l'exposition Un Air d'Italie. Elle évoque l'arrivée des réfugiés italiens en France, en particulier en Isère, fuyant le fascisme qui s'installe en Italie au début des années 1920, quelques milliers de personnes au milieu d'une masse d'immigrés économiques. Certains de ces exilés politiques continueront la lutte en France en militant dans des organisations antifascistes avant de s'engager dans la Résistance pour lutter contre l'occupation des armées italienne et allemande, pour libérer la France et leur pays d'origine jusqu'à la chute de Mussolini et la proclamation de la république en 1946. Certains s'investirent ensuite dans la vie politique et sociale de l'Isère.
Une exposition qui appelle à la vigilance au moment où en France, en Italie et dans d'autres pays, l'extrême droite héritière du fascisme relève la tête et accède au pouvoir gouvernemental grâce à des complicités contre nature. **Entrée gratuite**

RENCONTRE

1985. Le théâtre du Soleil crée L'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge. Ariane Mnouchkine met en scène le texte d'Hélène Cixous qui condense vingt-quatre années de l'histoire cambodgienne, si emblématique du rôle joué par les « petits pays » en pleine guerre froide. L'Histoire est coupée en deux périodes : de 1955 au coup d'état de Lon Nol et à l'exil de Sihanouk en 1970 puis de 1970 à 1979, les années Khmers rouges jusqu'à l'intervention vietnamienne de janvier 1979. Georges Bigot joue le rôle de Sihanouk. [RH]

Delphine Cottu et Georges Bigot

NOVEMBRE 2011. GEORGES BIGOT ET DELPHINE COTTU, missionnés par Ariane Mnouchkine pour monter le spectacle, sont à la MC2 de Grenoble pour deux soirées avec 30 jeunes artistes cambodgiens qui jouent en langue khmère, l'histoire de leur pays, pris dans la tourmente. 2 millions de morts entre 1975 et 1978, plus du quart de la population cambodgienne. Aujourd'hui à Phnom Penh s'ouvre le procès des trois derniers dirigeants du régime khmer rouge encore en vie, trois octogénaires, Ieng Sary, Nuon Chea « frère n°2 » et Kieu Samphan. Pol Pot, « frère n°1 », est mort en 1998, sans avoir été inquiété. Douch, chef du centre de sécurité S21 où 12380 personnes ont été tuées, a été condamné à trente ans de prison en juillet 2010. Aujourd'hui au Cambodge, bourreaux et victimes se côtoient au quotidien.

3h20 de spectacle. Une soirée émouvante. Un projet formidable.

POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER LA GENÈSE DU PROJET ?

GB - Depuis la création de la pièce en France, le désir était grand pour la troupe du Soleil de jouer la pièce au Cambodge. Pour moi c'était un acte de résistance en accord avec ma pratique théâtrale, comme une nécessité. Le rêve a mis 26 ans à se réaliser, sous une forme que nous n'envisagions pas alors. En 2007, Ariane me propose de travailler à la mise en scène du spectacle avec de jeunes artistes de l'Ecole des arts du spectacle de Battambang, petite ville du nord-ouest cambodgien. Mais le projet ne démarre vraiment qu'en 2009 par des ateliers de formation suivis de cycles de répétitions en 2010 puis 2011. Et aujourd'hui on est là, avec « un Roi Sihanouk » né au Cambodge, joué par des Cambodgiens. Une aventure artistique et humaine qui me dépasse un peu !

DC – Moi, je n'ai jamais vu la pièce créée par la troupe de Soleil où j'ai été comédienne plus tard mais j'ai tout de suite dit oui à la proposition d'Ariane de mise en scène à deux. Et heureusement que nous étions deux pour affronter tous les problèmes qui ont surgi. Un homme et une femme à l'écoute de l'autre, au service de la mise en scène, pour faire travailler ensemble les garçons et les filles de l'Ecole Phare Ponleu Selpak créée en 2000. Et les filles ont élevé la barre de l'exigence !

Ce centre a une double mission, il s'appuie sur l'expression artistique pour aider les jeunes à sortir de la rue, à se responsabiliser. Aussi quelle émotion, le 25 juin 2011, lorsque nous avons représenté officieusement la première partie de « L'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge » en khmer, par des Cambodgiens, pour des Cambodgiens! Et par hasard, la veille de l'ouverture du procès des Khmers rouges !

OFFICIEUSEMENT ? IL N'Y A PAS EU DE REPRÉSENTATION OFFICIELLE ?

GB - On voulait que la première ait lieu au Cambodge mais ça n'a pas été possible, pour des raisons diplomatiques ! Elle a eu lieu au théâtre des Célestins à Lyon, co-producteur du spectacle et organisateur de la tournée en Rhône-Alpes.

COMMENT S'EST DÉROULÉ VOTRE TRAVAIL ?

GB – J'ai travaillé 3 ans au Mali dans la direction d'acteurs. J'étais donc un peu préparé au choc des cultures. Comme les Maliens les Cambodgiens, héritiers d'un vaste empire, ne peuvent perdre la face, ne montrent pas leurs émotions. Ce n'est pas simple. Mais le résultat est là, miraculeux !

DC – Heureusement qu'on était deux pour régler les énormes problèmes d'organisation. Au Cambodge rien n'est simple ! Mais on a fait la démonstration qu'un homme et une femme, à l'écoute de l'autre et des autres, peuvent travailler ensemble.

VOUS COMPTEZ MONTER LA DEUXIÈME PARTIE ?

GC - Oui, même si c'est encore très flou mais on se dit que si on a pu monter la première, au terme d'un parcours semé d'obstacles, on réussira bien à monter la deuxième.

ET APRÈS ?

DC- Aujourd'hui, ils sont fiers et ravis de tout ce qu'ils découvrent. Le public chaleureux, le mode de vie occidental, les hôtels confortables, le salaire égal au nôtre… ils vivent un rêve. Même si dans le groupe certains vivent de douloureux problèmes personnels. San a divorcé, son fils a été confié au père et elle se demande si elle pourra le revoir.

Mais dans le groupe, certains ont déjà des idées, la jeune femme qui joue Pol Pot notamment. Notre espoir est qu'ils continuent, de façon autonome, qu'ils créent, qu'ils écrivent, qu'ils vivent mieux. **[PROPOS RECUEILLIS PAR RH]**

ETAT DE LA CULTURE DANS CE MONDE CAPITALISTE, SAUVAGE, SUPERFICIEL, VIOLENT ETC…

(BILLET DU COLLECTIF CULTURE)

Nous avons redécouvert un trésor, les actes des états généraux de la culture inspirés par Jack Ralitte en 1996. Pour vous quelques extraits :

« Les artistes comme passeurs : Les artistes ont un rôle difficile à jouer : ils sont les messagers, les passeurs, l'interface. Ils peuvent s'appuyer sur l'instruction publique, l'éducation populaire, l'animation, l'action culturelle, la démocratisation culturelle, le développement culturel, la lutte pour l'égalité d'accès à la culture et la politique de la ville. Ils doivent être une caisse de résonance et traduire le non-dit. Ils ont une mission d'éveil qui consiste à créer les espaces où l'on est bien, espaces d'échange de travail et d'enrichissement mutuel à partir de l'expression artistique. »

« L'émergence de l'artiste-citoyen : redonner la parole : Aujourd'hui deux missions semblent essentielles : faire sortir l'art des lieux académiques et consacrés, faire émerger la notion d'artiste citoyen. Elargir les rapports entre professionnels et non professionnels, leur transmettre un savoir faire mais également apprendre d'eux. Antoine Vitez ne disait pas autre chose. Nous devons vivre aujourd'hui la mission de l'artiste citoyen qui s'implique dans les affaires du social, voire du politique, travailler avec ceux qui n'ont pas ou plus la parole, qui l'ont perdue, qui ne l'ont jamais eue, enfin bref la leur redonner. Transmettre le feu, partager la passion citoyenne. C'est un travail à la fois poétique et humain qui nous attend. Ne surtout pas abandonner la notion de culture comme service public. »

« Artiste citoyen mais artiste géneur : Il faut bien sûr que les artistes deviennent citoyens , mais qu'ils continuent aussi à être des gêneurs insoumis , des gens non conformes, arginaux du conformisme, être en toute circonstance et avec un courage obstiné des empécheur(e)s de tourner en rond, jusque dans nos réflexes de vie sociale et humaine les plus intimes »

1996 : c'est hier. Aujourd'hui où en sommes nous ?

www.rhonealpes.fr

ENVIRONNEMENT

6 parcs naturels régionaux, 101 lycées éco responsables, 680 espèces protégées, 1ère région dans le domaine des énergies renouvelables... avec ma Région, préserver l'environnement c'est une priorité. Réduire la pollution, préserver les espaces naturels, développer les nouvelles sources d'énergies...

Chaque jour ma Région agit pour rester en tête.

Région RhôneAlpes